

RCS : BLOIS Code greffe : 4101

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de BLOIS atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 1997 B 00219 Numéro SIREN : 413 732 124 Nom ou dénomination : A.M.G

Ce dépôt a été enregistré le 30/09/2021 sous le numéro de dépôt 3934

A.M.G
Société par actions simplifiée au capital de 191.840 €
Siège social : 4, rue du Docteur Stoeffler
41400 MONTRICHARD VAL DE CHER
413.732.124 R.C.S BLOIS

PROCES-VERBAL DES DECISIONS EXTRAORDINAIRES DE L'ASSOCIEE UNIQUE DU 15 SEPTEMBRE 2021
--

Le 15 septembre 2021

A 11 heures 30,

A Paris, 9^{ème} arrondissement, 4, rue de Sèze,

La société **ALMEHADE**, société par actions simplifiée au capital de 1 800 000 €, dont le siège social est 4, rue du Docteur Stoeffler - 41400 MONTRICHARD VAL DE CHER, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BLOIS sous le numéro 901 710 541.

AGISSANT en qualité d'associée unique de la société A.M.G sus désignée,

Représentée par Monsieur Joseph Robert BELINGHERI en sa qualité de Président de ladite société ALMEHADE,

EXERCANT ès-qualités les droits attribués aux assemblées générales d'associées en vertu de l'article L 227.1 du code de commerce,

ENVISAGE DE PRENDRE les décisions dévolues à l'assemblée générale des associées contenues dans le présent procès-verbal.

Les décisions portent sur les points suivants :

I – Décisions Extraordinaires

- **Extension de l'objet social,**
- **Modifications corrélatives des statuts,**

II – Décisions Ordinaires

- **Démission du Président,**
- **Nomination d'un nouveau Président,**
- **Nomination d'un nouveau Directeur Général,**
- **Rémunération du Président,**



- **Rémunération du Directeur Général,**
- **Acquisition d'actifs immobiliers,**
- **Souscription d'emprunts bancaires en vue de l'acquisition d'immeubles,**
- **Mise en location d'actifs immobiliers, concession de baux commerciaux,**
- **Autorisation de nantissement de compte titres,**
- **Restructuration des capitaux propres,**
- **Distribution de dividendes,**
- **Pouvoirs à conférer en vue de procéder aux formalités légales.**

Le Commissaire aux Comptes de la Société, la société **AUDIT ET COMPTABILITE DE TOURAINE** régulièrement convoquée par lettre recommandée avec accusé de réception en date du 1^{er} septembre 2021, est absent excusé.

Monsieur Joseph Robert BELINGHERI dépose et met à la disposition de l'associée unique :

- ➔ un exemplaire des statuts de la Société,
- ➔ la copie de la lettre de convocation adressée au commissaire aux comptes avec l'avis de réception,
- ➔ le texte du projet des décisions soumises au vote de l'associée unique,
- ➔ le texte des modifications statutaires.

Il déclare que ces documents ont été préalablement adressés au Commissaire aux Comptes et qu'ils ont, en outre, été remis à la disposition de l'associée unique, au siège social.

Puis, l'associée unique prend les décisions suivantes :

I – DECISIONS EXTRAORDINAIRES

PREMIERE DECISION **EXTENSION DE L'OBJET SOCIAL**

L'Associée Unique,

DECIDE de modifier l'objet social à compter de ce jour et de l'étendre aux activités suivantes :

- **La propriété, l'administration, l'exploitation par bail ou autrement et la vente des biens immobiliers qui lui seront apportés ou qui seront acquis par elle au cours de la vie sociale.**
- **La prise de participation dans toutes opérations immobilières, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de**



souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux.

DEUXIEME DECISION
MODIFICATION CORRELATIVE DE L'ARTICLE 2 DES STATUTS

L'Associée Unique,

DECIDE de modifier ainsi qu'il suit l'article 2 des statuts qui sera supprimé dans son actuelle rédaction et remplacé par la rédaction suivante :

Article 2 - Objet

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- *L'acquisition, la détention, l'administration et la gestion de toutes valeurs mobilières, qu'il s'agisse d'actions ou de parts de société de capitaux, de sociétés de personnels ou de sociétés civiles par voie de création de sociétés nouvelles, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux et la cession par vente ou autrement de ces participations et toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.*
- *La réalisation de toutes prestations de services, de nature administrative, comptable, de gestion, commerciale ou autres, pour le compte de ses filiales,*
- *La propriété, l'administration, l'exploitation par bail ou autrement et la vente des biens immobiliers qui lui seront apportés ou qui seront acquis par elle au cours de la vie sociale.*
- *La prise de participation dans toutes opérations immobilières, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux.*
- *Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.*

II – DECISIONS ORDINAIRES

TROISIEME DECISION
DEMISSION DU PRESIDENT DIRECTEUR GENERAL

L'Associée Unique,

PREND ACTE de la démission de Madame Mariam KANDARDJIAN de ses fonctions de Présidente avec effet à compter de ce jour et lui **DONNE** quitus entier et définitif de sa gestion pour la période ouverte à compter du 1^{er} janvier



2021, date d'ouverture de l'exercice social en cours.

QUATRIEME DECISION
NOMINATION D'UN NOUVEAU PRESIDENT

L'Associée Unique,

DECIDE de nommer à compter de ce jour, pour une durée indéterminée aux fonctions de Président, en remplacement de Madame Mariam KANDARDJIAN, démissionnaire,

Monsieur Joseph Robert BELINGHERI, demeurant 36, rue Jacques Duclos – 86530 NAINTE, né à REVIN (08500), le 4 avril 1950,

Monsieur Joseph Robert BELINGHERI présent à la réunion et jusqu'à ce jour Directeur Général de la Société déclare en conséquence de la nomination ci-dessus :

- Remettre sa démission avec effet immédiat de son mandat de Directeur Général,
- Accepter lesdites fonctions de Président, et
- N'exercer aucune fonction ou n'être frappé d'aucune mesure susceptible de lui en interdire l'exercice.

CINQUIEME DECISION
NOMINATION D'UN NOUVEAU DIRECTEUR GENERAL

L'Associée Unique,

DECIDE de nommer à compter de ce jour, pour une durée indéterminée aux fonctions de Directeur Général, en remplacement de Joseph Robert BELINGHERI, nommé Président,

Monsieur Jérémie DESJARDINS, demeurant 3, rue Donatello – 92400 COURBEVOIE, né à ROUEN (76), le 8 mars 1977,

Monsieur Jérémie DESJARDINS disposera des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social et des statuts.

Monsieur Jérémie DESJARDINS, préalablement à la présente réunion, a déclaré :

- Accepter les fonctions qui viennent de lui être confiées et
- Qu'il ne fait l'objet d'aucune disposition de nature à lui interdire ou restreindre l'exercice de ce mandat.



SIXIEME DECISION
REMUNERATION DU PRESIDENT

L'Associée Unique,

DECIDE de renvoyer à une décision ultérieure les modalités de fixation de la rémunération du Président.

Monsieur Joseph Robert BELINGHERI aura droit au remboursement sur état et justificatifs, de ses frais de déplacement, frais de représentation et débours engagés à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

SEPTIEME DECISION
REMUNERATION DU DIRECTEUR GENERAL

L'Associée Unique,

DECIDE de renvoyer à une décision ultérieure les modalités de fixation de la rémunération du Directeur Général.

Monsieur Jérémie DESJARDINS aura droit au remboursement sur état et justificatifs, de ses frais de déplacement, frais de représentation et débours engagés à l'occasion de l'exercice de ses fonctions.

HUITIEME DECISION
ACQUISITION D'ENSEMBLES IMMOBILIERS

L'Associée Unique,

DECIDE de procéder à l'acquisition auprès de la société **COMMERCIALE DE MAROQUINERIE**, société par actions simplifiée au capital de 1.045.500 €, dont le siège social est au 4, rue du Docteur Stoeffler – 41400 MONTRICHARD VAL DE CHER, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de BLOIS sous le numéro 478.437.940,

Plusieurs ensembles immobiliers à usage industriel et de bureaux, sis :

A MONTRICHARD VAL DE CHER, (i) 4 rue du Docteur Stoeffler, (ii) 3, rue de l'Europe et (iii) 8, rue de la Bonneterie ;

A MONTHOU SUR CHER, 9, route de Blois.

Moyennant un prix global de DEUX MILLIONS DEUX CENT SOIXANTE DIX MILLE EUROS (2 270 000 €) payable comptant à la date de signature des actes constatant le transfert de propriété et de jouissance desdits immeubles ;

Et **DONNE** à cet effet tous pouvoirs à Monsieur Joseph Robert BELINGHERI,



Président, aux fins notamment de, au nom et pour le compte de la Société :

- Etablir la désignation exacte et l'origine de propriété desdits biens immobiliers ;
- Stipuler toutes charges et conditions ;
- Fixer l'époque et le mode d'entrée en jouissance ;
- Obliger la Société acquéreur au paiement du prix indiqué selon le mode convenu, soit au vendeur, soit au profit de tous créanciers ; faire toutes délégations ou transports avec ou sans garantie ;
- Acquitter tous frais et accessoires, s'engager au nom de la Société à l'exécution de toutes charges et conditions de la vente ;
- Prendre tous engagements ;
- Exiger toutes justifications, se faire remettre tous baux et pièces, en donner décharge ;
- De toutes sommes reçues ou payées, donner et retirer bonne et valable quittance ;
- Faire effectuer toutes publications, notifications, dénonciations et offres de paiement, provoquer tous ordres, y produire ;
- Faire toutes consignations, signer toutes dispenses de purges et autres, ainsi que toutes décharges de responsabilité, faire toute demande de mainlevée, exercer toute action pour l'exécution de l'acquisition, constituer tous avocats ;
- Faire toutes déclarations concernant la Société et notamment sur sa situation commerciale,
- Clore et arrêter tous comptes, fixer toutes indemnités, les acquitter ou recevoir ;
- Faire toutes affirmations prescrites par la loi relativement à la sincérité du prix,
- En cas de difficultés quelconques, exercer toutes poursuites, contraintes et diligences, depuis les préliminaires de la conciliation jusqu'à l'obtention et l'exécution de tous jugements et arrêts ;
- Aux effets ci-dessus passer et signer tous actes, procès-verbaux et pièces, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.



NEUVIEME DECISION
SOUSCRIPTION D'EMPRUNT

L'Associée Unique,

Afin de permettre le financement de l'acquisition des immeubles décrits sous la décision qui précède,

DECIDE la souscription par la Société, d'un ou de plusieurs emprunts bancaires, présentant les caractéristiques essentielles suivantes :

Banques prêteuses : Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Val de France et Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou,

Montant total emprunté : Deux Millions Deux Cent Soixante Dix Mille Euros (2 270 000 €),

Durée d'amortissement : 15 ans,

Taux d'intérêts annuel : 1,39 % l'an (hors assurances),

Modalités de remboursement : 180 mensualités,

Suretés de l'exécution des termes et conditions des crédits : Inscription d'un privilège de prêteur de deniers au bénéfice des banques prêteuses,

A cet effet, elle confère tous pouvoirs à Monsieur Joseph Robert BELINGHERI, en sa qualité de Président, aux fins de :

- Contracter et réaliser lesdits emprunts aux conditions qui seront convenues de part et d'autre,
- Convenir le cas échéant de l'ouverture de tous comptes,
- Obliger la Société au remboursement des sommes empruntées et au paiement de toutes échéances, en principal, intérêts et accessoires aux époques et de la manière qui seront convenues, ainsi qu'à l'exécution de toutes les charges et conditions dont ces prêts seront assortis,
- Obliger la Société au paiement de tous honoraires, charges et frais relatifs à la mise en œuvre, au suivi et à l'exécution de ce financement et aux suretés y relatives,
- Consentir toutes suretés et garanties au bénéfice des banques prêteuses notamment par prise d'inscriptions et de suretés sur les immeubles dont l'acquisition est fincée,
- Faire toutes déclarations concernant la Société, notamment sur sa



nationalité, sa situation commerciale,

- Recevoir le montant des prêts,
- Convenir de toutes retenues et recevoir en conséquence le montant desdits emprunts, déduction faite des sommes ainsi retenues, en donner quittance, signer s'il y a lieu, tous chèques, reçus et arrêtés de comptes ainsi que tous billets à ordre et prorogations de ces billets,
- Prendre au nom de la Société et en ce qui concerne ces emprunts tous engagements nécessaires, fournir tous certificats de radiation et toutes autres justifications,
- Consentir toutes cessions d'antériorité et toutes garanties et suretés sur les biens appartenant à la Société,
- Faire toutes déclarations sur l'efficacité de ces cessions d'antériorité qui pourront être consenties,
- Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, substituer, élire domicile et généralement faire le nécessaire.

DIXIEME DECISION
BAUX COMMERCIAUX

L'Associée Unique,

DECIDE de concéder la location des immeubles ci-dessus désignés dans le cadre de baux commerciaux d'une durée de 9 ans à compter de la date d'acquisition :

Au bénéfice de la société COMMERCIALE DE MAROQUINERIE, susnommée, en contrepartie :

- Pour l'immeuble sis à MONTRICHARD VAL DE CHER 4, rue du Docteur Stoeffler, d'un loyer annuel HT de Cent Quatre Mille Euros (104 000 €) payable mensuellement d'avance et d'un dépôt de garantie de Huit Mille Six Cent Soixante Six Euros (8 666 €) ;
- Pour l'immeuble sis à MONTRICHARD VAL DE CHER 3, rue de l'Europe, d'un loyer annuel HT de Trente Sept Mille Euros (37 000 €) payable mensuellement d'avance et d'un dépôt de garantie de Trois Mille Quatre Vingt Trois Euros (3 083 €) ;
- Pour l'immeuble sis à MONTHOU SUR CHER, 9, route de Blois, d'un loyer annuel HT de Soixante et Un Mille Deux Cents Euros (61 200 €) payable mensuellement d'avance et d'un dépôt de garantie de Cinq Mille Cent Euros (5 100 €) ; et



50

Au bénéfice de la société GOUAIS, à responsabilité limitée, au capital de 2.000 €, dont le siège social est sis 8, rue de la Bonneterie, 41400 MONTRICHARD-VAL-DE-CHER, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Blois sous le numéro 833 678 774 :

- Pour l'immeuble sis à MONTRICHARD VAL DE CHER 8, rue de la Bonneterie, d'un loyer annuel HT de Douze Mille Trois Cents Euros (12 000 €) payable mensuellement d'avance et d'un dépôt de garantie de Mille Euros (1 000 €) ;

DONNE en conséquence tous pouvoirs à Monsieur Joseph Robert BELINGHERI, en sa qualité de Président, à l'effet notamment de :

- Fixer la durée des baux, le montant des loyers et leur date de prise d'effet, dans les conditions ci-dessus énoncées ;
- Fixer en outre son mode de paiement, par douzième, mensuellement, et d'avance ;
- Fixer toutes charges et conditions ;
- Exiger toutes justifications, se faire remettre tous baux et pièces, en donner décharge ;
- De toutes sommes reçues ou versées, donner ou retirer bonne et valable quittance ;
- Payer et recevoir tous loyers, indemnités, taxes et charges quelconques ;
- En cas de difficultés, exercer toutes poursuites, contraintes et diligences depuis les préliminaires de la conciliation jusqu'à l'obtention de tous jugements et arrêts ;
- Aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, procès-verbaux et pièces, élire domicile, substituer et généralement faire le nécessaire.

ONZIEME DECISION
AUTORISATION DE NANTISSEMENT DE COMPTE TITRES

L'Associée Unique,

Compte tenu :

- De l'adoption des décisions qui précèdent,
- Des termes et conditions du projet de Contrat de Crédits que l'Associée Unique a souscrit en vue de l'acquisition des actions composant le capital



59

de la Société et des sûretés sollicitées par les banques partenaires afin de garantie de l'exécution des charges et conditions du crédit,

AUTORISE, conformément aux dispositions de l'article L.211-20 du Code monétaire et financier, l'affectation de la totalité des actions composant le capital de la Société, détenues en pleine propriété par ALMEHADE, au crédit d'un compte titres nanti au nom de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Val de France en sa qualité d'Agent des Sûretés agissant au nom et pour le compte de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Val de France et de la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou, en qualité de banques prêteuses, ainsi que pour toutes banques qui leur seraient substituées ou adjointes, pour la durée du crédit, et

DONNE en conséquence tous pouvoirs à Monsieur Joseph Robert BELINGHERI, en sa qualité de Président pour inviter l'Associée Unique à émettre le bordereau de mouvement de Titres afin de virement desdites actions au crédit du compte titres nanti, et

AGREE, en tant que de besoin, la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Val de France et la Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel de la Touraine et du Poitou, en qualité établissements financiers prêteurs, ainsi que toutes banques qui leur seraient substituées ou adjointes, en qualité d'éventuels associés de la Société pour le cas où serait demandée la réalisation du gage.

DOUZIEME DECISION **RESTRUCTURATION DES CAPITAUX PROPRES**

L'Associée Unique,

Constatant qu'aux termes d'une précédente décision de l'associée unique, il a été décidé d'affecter le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2020, à l'amortissement partiel des pertes reportées à nouveau ainsi ramenées de 2.023.728 € à 485.754 €,

DECIDE d'amortir le solde du poste report à nouveau débiteur sur le poste « primes d'émission, de fusion et d'apports » qui sera ainsi ramené de 1.281.958 € à 796.204 €.

TREIZIEME DECISION **DISTRIBUTION DE DIVIDENDES**

L'Associée Unique,

Compte tenu de l'adoption de la résolution qui précède,

DECIDE la mise en paiement d'un dividende d'un montant de 2.772.568 €, prélevé :



50

- A concurrence de 1.976.772 € sur le poste « primes d'émission, de fusion et d'apports » ainsi soldé ;
- A concurrence du solde soit la somme de 795.796 € sur le poste « primes d'émission, de fusion et d'apports » qui sera ainsi ramené de 796.204 € à 408 €.

Le dividende brut ainsi alloué s'établit à 231,24 € par titre et sera mis en paiement au siège social à compter de ce jour.

QUATORZIEME DECISION
POUVOIRS

L'Associée Unique,

CONFERE tous pouvoirs au porteur d'un original des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités légales de publicité, du dépôt au Greffe du Tribunal de commerce de **BLOIS** de tous documents requis, ainsi qu'à l'effet de toutes inscriptions modificatives à effectuer auprès du registre du commerce et des sociétés.

CLOTURE

Plus rien n'étant à délibérer la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture a été signé par Monsieur Joseph Robert BELINGHERI, et par Monsieur Jérémie DESJARDINS, lesquels ont mentionné leur acceptation de fonctions.

Joseph Robert BELINGHERI

« Bon pour acceptation des fonctions de
Président »

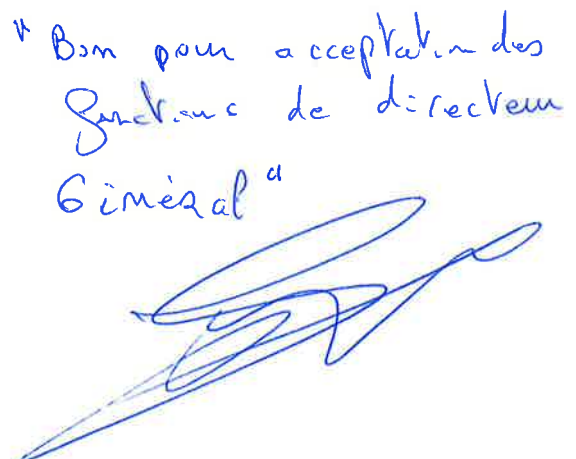
*Bon pour Acceptation
des fonctions de
Président*



Jérémie DESJARDINS

« Bon pour acceptation des fonctions
de Directeur Général »

*Bon pour acceptation des
fonctions de Directeur
Général*



A.M.G
Société par actions simplifiée au capital de 191.840 €
Siège social : 4, rue du Docteur Stoeffler
41400 MONTRICHARD VAL DE CHER
413.732.124 R.C.S BLOIS

STATUTS A JOUR

STATUTS

Article 1 - Forme

La société a été constituée sous la forme d'une société anonyme par acte passé pardevant Maître Thierry CHEVALIER, notaire associé à MONTRICHARD (L&C), du 4 septembre 1997, enregistré à BLOIS-SUD, le 5 septembre 1997, volume 10, folio 49, bordereau 422/1.

Aux termes de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 22 mars 2002, la société a été transformée en société anonyme par actions simplifiée.

Article 2 - Objet

La société a pour objet, en France et à l'étranger :

- L'acquisition, la détention, l'administration et la gestion de toutes valeurs mobilières, qu'il s'agisse d'actions ou de parts de société de capitaux, de sociétés de personnels ou de sociétés civiles par voie de création de sociétés nouvelles, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux et la cession par vente ou autrement de ces participations et toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.
- La réalisation de toutes prestations de services, de nature administrative, comptable, de gestion, commerciale ou autres, pour le compte de ses filiales,
- La propriété, l'administration, l'exploitation par bail ou autrement et la vente des biens immobiliers qui lui seront apportés ou qui seront acquis par elle au cours de la vie sociale.
- La prise de participation dans toutes opérations immobilières, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, de souscription ou d'achat de titres ou de droits sociaux.
- Et généralement, toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet ci-dessus ou à tous objets similaires ou connexes, de nature à favoriser son extension ou son développement.

La société peut prendre toutes participations et tous intérêts dans toutes sociétés et entreprises dont l'activité serait de nature à faciliter la réalisation de son objet social.

Article 3 - Dénomination

La dénomination sociale est : « A.M.G. »

Tous actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers doivent indiquer la dénomination sociale, précédée ou suivie immédiatement des mots « société par actions simplifiée » ou des initiales « SAS » et de l'énonciation du capital social.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé au 4, rue du Docteur Friedrich Stocffler, 41400 Montrichard-Val-de-Cher.

Il peut être transféré en tout autre endroit du même département ou d'un département limitrophe par décision du président, et en tout autre lieu par décision extraordinaire des actionnaires.

Article 5 - Durée

La société a une durée de quatre-vingt-dix-neuf ans, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Article 6 - Apports

Les soussignés font apport à la société, à savoir :

1. À la constitution de la société, il a été fait apport par les actionnaires d'origine, d'une somme en numéraire de 1 000 000 frs.
2. Suivant délibérations de l'assemblée générale ordinaire et extraordinaire du 22 mars 2002, le capital social a été augmenté à concurrence de la somme de 49 531,20 frs, par voie d'élévation du montant nominal des actions de la société à la somme de 16 euros.
3. Aux termes d'une délibération de l'assemblée générale extraordinaire en date du 20 juin 2011, le capital social a été porté à la somme de 191 840 euros, au moyen de l'apport de 1 099 parts sociales de la société LMDM, lesdits apports consentis par :
 - Monsieur Alain GAILLARD
 - Madame Martine GAILLARD
 - Madame Céline GUINOISEAU
 - Monsieur Julien GAILLARD
 - Monsieur Denis GAILLARD

Ces apports ont été rémunérés par l'attribution de 1 990 actions, de 16 euros chacune, entièrement libérées et attribuées aux apporteurs dans les proportions ci-après :

- Monsieur Alain GAILLARD :	328 actions
- Madame Martine GAILLARD :	168 actions
- Madame Céline GUINOISEAU :	498 actions
- Monsieur Julien GAILLARD :	498 actions
- Monsieur Denis GAILLARD :	498 actions

Article 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de cent quatre vingt onze mille huit cent quarante euros (191 840 euros) ; il est divisé en 11 990 actions de seize euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées, toutes de même catégorie.

Article 8 - Modifications du capital

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi, par l'assemblée des actionnaires statuant dans les conditions de l'article 18 ci-après.

L'assemblée peut également déléguer au président les pouvoirs à l'effet de réaliser, en une ou plusieurs fois, l'émission d'une catégorie de valeurs mobilières, donnant immédiatement ou à terme accès au capital, d'en fixer le ou les montants, d'en constater la réalisation et de procéder à la modification corrélative des statuts.

Article 9 - Forme des actions

Les actions sont nominatives.

La matérialité et la propriété des actions résultent de leur inscription au nom du ou des titulaires sur des comptes tenus à cet effet par la société dans les conditions et modalités prévues par la loi.

À la demande de l'actionnaire, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la société.

Article 10 - Cession des actions - Agrément

1. Les actions de la société ne peuvent être cédées sauf entre actionnaires qu'après agrément préalable donné par décision collective adoptée à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés.
2. La demande d'agrément doit être notifiée au président par lettre recommandée avec accusé de réception. Elle indique le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de cession, l'identité de l'acquéreur s'il s'agit d'une personne physique et s'il s'agit d'une personne morale les informations suivantes : dénomination, forme, siège social, numéro RCS, identité de dirigeants, montant et répartition du capital.

Le président notifie cette demande d'agrément aux actionnaires.

3. La décision des actionnaires sur l'agrément doit intervenir dans un délai de 1 mois à compter de la notification de la demande visée au 2 ci-dessus. Elle est notifiée au cédant par lettre recommandée avec accusé de réception.

Si aucune réponse n'est intervenue à l'expiration du délai ci-dessus, l'agrément est réputé acquis.

4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, la cession projetée est réalisée par l'actionnaire cédant aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions au profit du cessionnaire agréé doit être réalisé dans les 30 jours de la notification de la décision d'agrément ; à défaut de réalisation du transfert des actions dans ce délai, l'agrément sera caduc.

En cas de refus d'agrément, la société doit dans un délai de 2 mois à compter de la décision de refus d'agrément, acquérir ou faire acquérir les actions de l'actionnaire cédant soit par des actionnaires, soit par des tiers.

Lorsque la société procède au rachat des actions de l'actionnaire cédant, elle est tenue dans les six mois de ce rachat de les céder ou de les annuler, avec l'accord du cédant, au moyen d'une réduction de son capital social.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la société est fixé d'un commun accord entre les parties. À défaut d'accord sur ce prix, celui-ci est déterminé conformément aux dispositions de l'article 1843-4 du Code civil.

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions ci-dessus sont nulles.

Article 11 - Exclusion

1. L'actionnaire dont le contrôle est modifié au sens de l'article L233-3 du code de commerce doit, dès cette modification, en informer le président de la société.

L'exercice des droits non pécuniaires de cet actionnaire est de plein droit suspendu à dater de la modification.

Dans le mois suivant la notification de la modification, le président consulte les actionnaires, en assemblée, sur les conséquences à tirer de cette modification.

À la majorité des deux tiers des autres actionnaires, l'assemblée agréée la modification ou impartit à l'intéressé un délai d'un mois pour régulariser sa situation. À défaut de régularisation dans le délai imparti, l'intéressé est exclu de la société. Ses actions sont rachetées par les actionnaires ou la société ou un tiers agréé à la majorité des deux tiers des autres actionnaires. À défaut d'accord, le prix des actions est fixé dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du code civil.

2. Lorsqu'un actionnaire ne respecte pas les dispositions statutaires ou contrevient gravement à l'esprit et aux objectifs définis dans le préambule ci-dessus, et après avoir été invité à présenter sa défense par lui-même ou par mandataire, il peut être exclu de la société par décision de l'assemblée statuant à la majorité des deux tiers des autres actionnaires.

L'actionnaire menacé d'exclusion en est informé par le président, par lettre recommandée AR, contenant indication des motifs de l'exclusion projetée, appuyés de tous justificatifs.

La réunion des actionnaires appelés à se prononcer sur l'exclusion ne peut intervenir qu'après un délai minimum de trente jours après la notification des griefs, la convocation des actionnaires à cette réunion devant être accompagnée de toutes pièces justificatives, en demande comme en défense.

Si l'exclusion est prononcée, les actions sont rachetées dans les conditions prévues au paragraphe 1 ci-dessus.

Article 12 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.
2. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations, attachés à l'action, suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions des actionnaires.

3. Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées, ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du groupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.
4. Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les droits attachés aux actions indivises sont exercés par celui des indivisaires qui a été mandaté comme tel auprès de la société. La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

5. Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Même privé du droit de vote, le nu-propriétaire d'actions a toujours le droit de participer aux décisions collectives.

Article 13 - Président

La société est gérée et administrée par un président, personne physique ou morale, actionnaire ou non de la société. Lorsqu'une personne morale est nommée président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

La durée des fonctions de président est illimitée.

En cas de décès ou empêchement du président d'exercer ses fonctions supérieur à trois mois, il est pourvu à son remplacement par une personne désignée par la collectivité des actionnaires, à la majorité ordinaire. Le président remplaçant ne demeure en fonctions que pour le temps restant à courir du mandat de son prédécesseur.

Le président peut librement démissionner ; sa démission prend effet à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires qui statuera sur les comptes de l'exercice écoulé.

Pendant la durée de son mandat, le président ne peut être révoqué qu'à la majorité des deux tiers des actionnaires. La révocation n'a pas à être motivée ; elle ne peut en aucun cas donner lieu à indemnité.

Le président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social.

Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Dans les rapports avec les actionnaires, le président ne peut, sans l'accord des actionnaires statuant à la majorité ordinaire :

1. procéder à la création de filiales, prise de participations, apport partiel d'actif.

Article 14 - Directeur Général

Sur la proposition du président, les actionnaires, à la majorité des deux tiers, peuvent nommer un ou plusieurs directeurs généraux personnes physiques ou morales.

L'étendue et la durée des pouvoirs délégués au directeur général sont déterminées par les actionnaires en accord avec le président.

Le directeur général est révocable à tout moment par la majorité des deux tiers des actionnaires.

En cas de décès, démission ou empêchement du président, le directeur général en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Le directeur général dispose, à l'égard des tiers, des mêmes pouvoirs que le président.

Article 15 - Rémunération du président et du directeur général

La rémunération du président et du directeur général est fixée par les actionnaires à la majorité simple. Elle peut être fixe ou proportionnelle ou, à la fois, fixe et proportionnelle.

Article 16 - Conventions entre la société et les dirigeants

Le président et les dirigeants doivent aviser le commissaire aux comptes des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la société, dans le délai d'un mois à compter de la conclusion desdites conventions. Le commissaire aux comptes présente aux actionnaires un rapport sur ces conventions. Les actionnaires statuent chaque année sur ce rapport aux conditions des décisions ordinaires, l'actionnaire intéressé ne participant pas au vote.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée, et, éventuellement pour le président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au président et aux dirigeants de la société.

Article 17 - Décisions des actionnaires

1. Sauf dans les cas prévus ci-après, les décisions collectives des actionnaires sont prises, au choix du président, en assemblée ou par consultation par correspondance. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte.
2. Sont prises en assemblée les décisions relatives à l'augmentation, l'amortissement ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution, la nomination des commissaires aux comptes, l'approbation des comptes annuels et l'affectation des résultats, l'agrément d'un nouvel actionnaire ainsi que l'exclusion d'un actionnaire et la transformation de la société.

Pour toute décision, la tenue d'une assemblée est, en outre, de droit, si la demande en est faite par un ou plusieurs actionnaires représentant plus de 34 % du capital social.

3. L'assemblée est convoquée par le président ou par un mandataire désigné en justice en cas de carence du président. Lorsque la tenue d'une assemblée n'est pas obligatoire, l'assemblée est convoquée par l'actionnaire ou un des actionnaires demandeurs.

Le commissaire aux comptes peut, à toute époque, convoquer une assemblée.

Elle est réunie au siège social ou en tout autre endroit précisé dans la convocation.

La convocation est faite par tous moyens quinze jours au moins avant la date de la réunion ; elle indique l'ordre du jour et la possibilité pour les actionnaires de se faire communiquer tous documents nécessaires à leur information.

Dans le cas où tous les actionnaires sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président ; à défaut, l'assemblée élit son président. L'assemblée convoquée à l'initiative du commissaire aux comptes est présidée par celui-ci.

À chaque assemblée est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président.

L'assemblée ne délibère valablement que si la moitié des actionnaires sont présents ou représentés.

4. En cas de consultation par correspondance, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont adressés à chacun, par lettre recommandée avec accusé de réception. Les actionnaires disposent d'un délai minimal de quinze jours, à compter de la réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote. Le vote peut être émis par tous moyens. Tout actionnaire n'ayant pas répondu dans le délai de quinze jours est considéré comme s'étant abstenu.

La consultation est mentionnée dans un procès-verbal établi par le président, sur lequel est portée la réponse de chaque actionnaire.

5. Chaque actionnaire a le droit de participer aux décisions par lui-même ou par le mandataire de son choix. Chaque action donne droit à une voix. Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel au capital qu'elles représentent.
6. Le commissaire aux comptes doit être invité à participer à toute décision collective, en même temps et dans la même forme que les actionnaires.

Article 18 - Décisions extraordinaires

Sont qualifiées d'extraordinaires, les décisions relatives à l'augmentation ou la réduction du capital, la fusion, la scission, la dissolution de la société, sa transformation et l'exclusion d'un associé.

L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents ou représentés possèdent au moins les deux tiers des actions ayant droit de vote. Les décisions sont prises à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés. Par exception, l'exclusion d'un actionnaire ne peut être prononcée qu'à la majorité des deux tiers de tous les autres actionnaires.

Article 19 - Décisions ordinaires

Toutes autres décisions sont qualifiées d'ordinaires. Ces décisions sont prises à la majorité des voix exprimées. Toutefois, l'approbation des comptes annuels, l'affectation des résultats et la nomination des commissaires aux comptes ne peuvent être décidées qu'à la majorité des voix dont disposent tous les actionnaires.

Article 20 - Information des actionnaires

1. L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont communiqués à chacun d'eux à l'occasion de toute consultation.
2. Tout actionnaire peut demander que lui soient communiqués, chaque trimestre, une situation comptable, les états financiers prévisionnels et un rapport d'activité.

Article 21 - Exercice social

Chaque exercice social commence le premier Octobre et se termine le Trente Septembre de chaque année.

Article 22 - Comptes annuels

Le président tient une comptabilité régulière des opérations sociales et dresse des comptes annuels conformément aux lois et usages du commerce.

Une assemblée générale, appelée à statuer sur les comptes de l'exercice écoulé, doit être réunie chaque année dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

Article 23 - Résultats sociaux

Le compte de résultat qui récapitule les produits et les charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une raison quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserves en application de la loi, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, l'assemblée générale peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives ou de reporter à nouveau.

L'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

La part de chaque actionnaire dans les bénéfices et sa contribution aux pertes est proportionnelle à sa quotité dans le capital social.

Article 24 - Contrôle des comptes

Sont nommés commissaires aux comptes pour une durée de six exercices, soit jusqu'à l'Assemblée Générale tenue en 2009 qui statuera sur les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 2008.

Commissaire aux comptes titulaire : Monsieur GEORGES Maurice, 2 rue du Petit Cher à SAINT AVERTIN (37170)

Commissaire aux comptes suppléant : Madame BOITEAU Monique, 2 rue Guesnault à VENDOME (41100)

Article 25 - Liquidation

La liquidation de la société est effectuée conformément aux articles L 237-1 et suivants du code de commerce.

Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Article 26 - Contestations

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la société ou au cours de sa liquidation entre les actionnaires, ou entre un actionnaire et la société, sont soumises à arbitrage.

À défaut d'entente sur le choix d'un arbitre unique, chacune des parties aura à nommer dans les quinze jours de la constatation du désaccord sur ce choix, notifiée par lettre recommandée AR par la partie la plus diligente à l'autre, un arbitre. Si les deux arbitres ainsi désignés ne pouvaient se mettre d'accord dans un délai de quinze jours, sur le choix d'un troisième arbitre, celui-ci sera désigné par le président du tribunal de commerce du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

Le tribunal arbitral statuera dans un délai de trois mois à compter du jour où il aura été définitivement constitué. Les arbitres statueront en amiables compositeurs et en dernier ressort, les parties convenant de renoncer à la voie de l'appel à l'encontre de la sentence à intervenir.

L'arbitrage aura lieu au siège social, et sera conduit en langue française.

Les frais d'arbitrage seront supportés dans les conditions que le tribunal arbitral fixera souverainement.

STATUTS MIS A JOUR PAR L'ASSOCIEE UNIQUE LE 15 SEPTEMBRE 2021
POUR COPIE CERTIFIEE CONFORME
LE PRESIDENT

